

**Sciences sociales et
politique sociale :**
*des dilemmes nationaux
aux opportunités mondiales*

Richard E. Lee, William J. Martin,
Heinz R. Sonntag, Peter J. Taylor,
Immanuel Wallerstein
et Michael Wieviorka



Gestion des
transformations
sociales



Hors série

Sciences sociales et politique sociale : Des dilemmes nationaux aux opportunités mondiales

Richard E. Lee
William J. Martin
Heinz R. Sonntag
Peter J. Taylor
Immanuel Wallerstein
Michel Wieviorka

Document de référence pour le Forum international
sur les interfaces entre politiques et sciences sociales

5-9 septembre 2005
Buenos Aires, Argentine, et Montevideo, Uruguay

Hors série

Les idées et opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les vues de l'UNESCO.

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'UNESCO aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Imprimé en 2005 par l'Organisation des Nations Unies
pour l'éducation, la science et la culture
1, rue de Miollis
75732 Paris Cedex 15
France

SHS-2005/WS/24 - cld // 21566

© UNESCO 2005
Printed in France

Sommaire

- 1. Sciences sociales et politique sociale :
les dilemmes nationaux ▶ 5**
- 2. Quatre fondamentaux des sciences sociales
au XXI^e siècle ▶ 9**
 - 2.1 L'unité d'analyse :
le grand espace et la longue durée 9
 - 2.2 Le battage face à la réalité dans les sciences sociales :
les concepts théoriquement justes
et les mesures conceptuellement justes 11
 - 2.3 Fait et valeur : un couple imbriqué 17
 - 2.4 Les acteurs du changement social : les contraintes
de structures et les possibilités d'agence 19
- 3. Imaginer le futur : les opportunités globales ▶ 23**
 - 3.1 La politique sociale de qui ? Qui fixe les priorités ? 23
 - 3.2 Les possibilités d'élaboration d'une politique 24
- 4. Bibliographie ▶ 29**



1. Sciences sociales et politique sociale : les dilemmes nationaux

Les sciences sociales, à travers leur histoire, ont toujours entretenu des relations ambiguës avec la politique sociale. Quand le terme et le concept de sciences sociales ont commencé à être utilisés, au milieu du XIX^e siècle, les premières organisations qui sont apparues pour promouvoir les sciences sociales ne se trouvaient pas dans les universités mais dans le secteur public. Elles rassemblaient non seulement des universitaires mais aussi des personnes actives dans le domaine politique, des religieux, des hommes d'affaires. Le premier objectif de ces associations était de promouvoir des réformes ou du moins, promouvoir ce qu'elles considéraient comme étant des politiques sociales mieux adaptées à l'amélioration des problèmes sociaux. Ces problèmes dont elles parlaient étaient par la plupart associés à l'expansion des centres urbains et du secteur industriel récemment développé de l'économie. Ces associations estimaient que l'accumulation de toutes sortes de données sur ces questions, le plus souvent d'ordre statistique, éclaireraient les directions dans lesquelles l'État pourrait avancer au moyen de politiques ou de réformes à la fois diverses et nouvelles en vue d'améliorer les maux que ces mêmes associations percevaient.

Cette première version des sciences sociales institutionnalisées fut essentiellement une activité développée dans les États les plus industrialisés – à savoir le Royaume-Uni, la France et les États-Unis et plus tard en Allemagne et en Italie. Évidemment, la promotion de la politique sociale ne fut pas politiquement neutre même si elle n'était pas nécessairement liée aux programmes d'un mouvement ou d'un parti politique quelconque. Comme le siècle avançait, des désaccords sur la politique entraînèrent un malaise parmi les membres de ces associations. Certains de ceux qui étaient

attachés au système universitaire soutinrent qu'il était plus approprié pour les chercheurs en sciences sociales de jouer un rôle avant tout intellectuel et par conséquent souhaitèrent une recherche davantage axiologiquement neutre¹. Les premières associations de sciences sociales disparurent ou changèrent de noms et furent remplacées par des associations plus « professionnelles », dont beaucoup continuent à exister.

Cependant, la question des rapports entre les sciences sociales et la politique sociale n'avait pas entièrement disparu en soi. Elle avançait plus ou moins de façon souterraine. Certains de ceux qui étaient concernés par la promotion des liens entre les deux activités commencèrent à parler d'un engagement dans les sciences sociales appliquées, par opposition à une simple théorisation sur les relations sociales ou simplement au fait d'entreprendre une recherche empirique. D'autres, consciemment ou non, introduisirent des suppositions élémentaires dans les prémisses analytiques de leur travail, excluant de ce fait certains résultats politiques et soutenant implicitement d'autres résultats. *On pouvait penser que la relation continue entre les sciences sociales et la politique sociale fut une sorte de mariage tumultueux, dans lequel les règles de la conjugalité ne furent jamais complètement établies ou acceptées par les deux parties.*

Il y a eu deux contributions théoriques remarquables portant sur la compréhension de cette relation – celles de Max Weber et d'Antonio Gramsci – deux positions qui continuent à faire aujourd'hui l'objet de discussions. Weber est régulièrement cité comme étant le champion des sciences sociales objectives et donc sans jugement de valeur, dans lesquelles l'universitaire (ou le scientifique) sépare rigoureusement son rôle de chercheur de son rôle de citoyen, tandis que Gramsci est cité, lui, comme étant le champion de l'intellectuel organique, engagé envers les objectifs du ou d'un mouvement social et considérant qu'il travaille à son service. Elles sont souvent présentées comme deux positions bien distinctes, mais en fait l'histoire est plus compliquée que cela. Les deux auteurs, en outre, écrivirent pendant une période de colonialisme, de rivalité entre les grandes puissances, pendant la première guerre mondiale et de ce fait confrontèrent des problématiques sur le rôle des sciences sociales et de la politique sociale qui sont en fin de compte analogues aux nôtres.

1. c.a.d. en référence à Max Weber, une recherche qui n'est pas orientée par les valeurs – politique, éthique, religieuse – auxquelles peut adhérer le chercheur.

Weber tout d'abord mit en avant ses vues à la fin du XIX^e siècle en Allemagne où il s'avisa que beaucoup de grands historiens et d'autres chercheurs sociaux avaient pris position en faveur de la droite nationaliste soutenant la politique du gouvernement impérial. Treitschke est souvent pris comme le tenant le plus exemplaire de cette position. Weber sentit que ces intellectuels étaient en train d'étouffer les possibilités d'une pensée plus libérale au sein de l'université. C'est dans ce contexte qu'il plaida pour des sciences sociales objectives et sans jugement de valeur, c'est à dire des sciences sociales libérées de l'obligation de soutenir les objectifs de l'État.

Weber pensait introduire l'idée d'une distinction entre deux formes de rationalité qu'il appela formelle et matérielle. Pour Weber, la rationalité formelle incluait l'analyse des moyens optimaux pour un but donné tandis que la rationalité matérielle s'appliquait à une fin considérée rationnelle par rapport à des systèmes de croyances particulières. Mettre en avant les valeurs ou les systèmes de croyances que quelqu'un peut avoir pouvait orienter ou limiter le chercheur dans des voies susceptibles d'être en conflit avec la rationalité formelle. Cette simplification des vues de Weber a souvent été présentée comme un argument en faveur de la primauté de la rationalité formelle dans le travail scientifique.

En réalité, Weber adopta une position plus complexe. Il fut de ce fait une figure dominante dans les débats de politique sociale en Allemagne et se montra actif dans la *Verein für Sozialpolitik*. Les éditeurs de ses œuvres complètes en allemand résumèrent sa vision du rapport entre les sciences sociales et la politique sociale de façon très différente, signalant que pour Weber la fonction de la politique sociale était d'atteindre « une politique rationnelle d'intérêts » et de résoudre la question de la distribution en créant des acteurs collectifs « qui défendent leurs propres positions ». Les questions intellectuelles, morales et politiques étaient en toute légitimité fortement entremêlées, à condition que le but visé soit une politique sociale libertaire orientée par le « citoyen libre qui vit une vie autodéterminée et auto-consciente » (Baier et al. 1998 : 15, 17). Politiquement, c'est là l'expression de la position du libéralisme centriste, loin des « extrêmes » en politique et en fait « engagée », mais engagée seulement vers les valeurs consensuelles.

Pour Weber la collecte de données et leur analyse devaient être poursuivies sans interférence avec des points de vue spécifiques et unilatéraux. Mais il reconnaît dans le même texte qu'il y a une étape dans la recherche scientifique

dans laquelle les valeurs personnelles du chercheur jouent un rôle fondamental – au moment où il choisit les sujets de son analyse (Weber, 1947 : 72,22). Bien que le chercheur doive être détaché de toute formulation de critère de valeurs, il doit également être porteur de valeurs auxquelles il souscrit. Weber néanmoins reflète sobrement sa propre position quand il traite de « la science comme vocation », nous rappelant la position de Tolstoï pour qui « la science est sans signification parce qu'elle ne répond pas à notre question, la seule question qui nous importe: « que devons nous faire et comme devons nous vivre? ». Weber estimait que cela est « incontestable » (Weber, 1949 : 18).

Weber lutta contre le contrôle intellectuel de l'université allemande effectué par les forces nationalistes de droite et estima que son arme était bien dans la neutralité des jugements de valeur.

Antonio Gramsci de son côté lutta contre le contrôle de la vie intellectuelle italienne par les libéraux centristes qui précisément épousèrent la neutralité des jugements de valeur. Son arme fut le concept de « l'intellectuel organique ». Dans *The Modern Prince [Notes sur Machiavel]* (1957, 118) il affirmait: « Chaque classe sociale, venant à l'existence sur la base originale d'une fonction essentielle du monde de la production économique crée en même temps qu'elle même, organiquement, un ou plusieurs groupes d'intellectuels qui lui donnent son homogénéité et la conscience de sa fonction non seulement dans le domaine économique mais aussi dans le domaine social et politique. » Gramsci oppose ces « intellectuels organiques » aux intellectuels « traditionnels » qui « ont le sens de leur propre continuité historique jamais interrompue, de leurs qualifications et d'un esprit de corps, qui font qu'ils se voient eux-mêmes comme autonomes et indépendants du corps social dominant » (1957, 120).

À partir de leurs différents contextes nationaux, Weber et Gramsci ont mis en évidence les dilemmes de base des sciences sociales du xx^e siècle. Mais, doit-on continuer à choisir aujourd'hui entre l'héritage de Weber et sa neutralité et l'intellectualité organique de Gramsci? Ou peut-on essayer de combiner les deux approches? Ou même aller un peu au-delà de ces deux concepts? Nous esquissons un programme en deux phases. Tout d'abord en présentant ce que nous considérons être comme les quatre fondamentaux des sciences sociales au xxi^e siècle ; en second lieu en dégageant les opportunités mondiales éventuellement disponibles et en imaginant la relation future entre les sciences sociales et la politique sociale.

2. Quatre fondamentaux des sciences sociales au XXI^e siècle

2.1

L'unité d'analyse : le grand espace et la longue durée

Au XIX^e siècle, les sciences sociales explicitement ou implicitement érigèrent l'État comme étant l'unité d'analyse de base. Les économistes parlaient de l'économie nationale, les politologues de l'État-nation, les sociologues de la société nationale et les historiens écrivaient l'histoire des États à partir de leurs origines supposées jusqu'à présent. Les statisticiens rassemblèrent des données en premier lieu au sein des structures des États. (En fait le mot statistique lui-même provient du mot état). Reflétant les distorsions réductionnistes de la science de XIX^e siècle, les chercheurs en sciences sociales considéraient les grandes unités comme des séries d'unités plus petites. Dans la mesure où ces chercheurs en sciences sociales avaient à traiter d'un monde moderne très vaste, ils ont eu tendance à le voir comme une structure internationale, pouvant être analysée soit comme l'histoire des relations entre les États soit comme le descriptif de l'addition de statistiques nationales.

Ce courant réductionniste a continué à dominer le monde des sciences sociales jusqu'à nos jours. Dans le débat largement répandu sur la « mondialisation » qui a commencé à la fin des années quatre-vingt, le

principe le plus communément admis a été que nous discutons de quelque chose de radicalement nouveau qui remet en question pour la première fois la primauté de l'État en tant qu'unité d'action sociale et par conséquent en tant qu'unité d'analyse. Il y a peu ou pas de tentative pour analyser dans sa profondeur historique les processus qui sont décrits sous le titre de mondialisation. *La conséquence la plus importante au plan intellectuel de cette découverte de « mondialisation » pourrait bien être une compréhension renouvelée des paramètres réels et de l'étendue temporelle de nos multiples comportements sociaux de participation et d'insertion dans le monde dans lequel nous vivons.*

Les frontières à l'intérieur desquelles nous avons vécu pendant les quatre ou cinq cents dernières années n'ont pas été celles des États souverains. Les États ont simplement constitué une structure institutionnelle contraignant ou déterminant nos alternatives individuelles ou collectives. Ni nos besoins et nos activités économiques, ni nos options politiques, ni nos défenses culturelles, ni nos modes de revendication n'ont été limités aux structures des États. Au contraire ils ont été circonscrits par notre existence à l'intérieur de la structure d'un système-monde plus large et nous avons poursuivi nos objectifs non seulement dans les États mais au sein de multiples institutions qui sont soit plus petites que les États soit dépassant leurs frontières propres (qui de toutes façons ont constamment changé).

Les questions de politique sociale sont donc bien des questions dans lesquelles toute prise de décision par l'État joue un rôle significatif, mais dans lesquelles entrent aussi beaucoup d'autres paramètres autour desquels des groupes cherchent à promouvoir leurs intérêts. En fait, la capacité à jouer les États contre d'autres structures institutionnelles est un des outils majeurs que les groupes sociaux ont à leur disposition. Nos allégeances ont toujours été multiples et les priorités que nous nous fixons sont fonction de ce qui marchera le mieux pour nous à un moment quelconque. Les réalités transfrontalières qui font l'objet de tant de discussions de nos jours ont été une constante du système-monde moderne au long de son existence.

Une des hypothèses idéologiques du monde moderne a été basée sur le phénomène du changement constant, considéré depuis longtemps comme quelque chose de positif. Nous l'avons appelé progrès. Que le monde moderne ait constamment changé ou évolué est indubitablement

vrai. Mais nous ne pouvons pas apprécier ce qui est réellement nouveau sans une solide compréhension des continuités structurelles, ce qui n'est pas vraiment « nouveau » en soi mais simplement revient sous une apparence différente. C'est pourquoi il semble tout à fait douteux d'analyser les réalités sociales courantes sans une analyse de la longue durée. C'est seulement quand nous serons capables de distinguer le fait constant du fait changeant et seulement à ce moment-là que nous serons capables d'apprécier ce moment important où ce qui a été constant (structurel) subit lui-même une phase de transformation.

2.2

Le battage face à la réalité dans les sciences sociales : les concepts théoriquement justes et les mesures conceptuellement justes

Si la mondialisation est le mot-clé le plus influent du vocabulaire actuel pour permettre de décrire le changement macro-social et si les débats sur la mondialisation imprègnent la pensée contemporaine des sciences sociales, pourquoi ce terme de mondialisation a-t-il été employé si largement dans un passé récent seulement ? Poser cette question débouche sur une question bien plus large encore : le besoin de distinguer ce qui est battage de ce qui est réalité dans les sciences sociales.

Le battage de la mondialisation résulte d'une conjoncture historique spécifique qui créa une opportunité politique pour restructurer l'économie-monde. Le modèle des trois mondes qui structura la pensée durant la Guerre Froide se désintégra au début des années quatre-vingt-dix avec la disparition du « second monde » laissant l'ancien « tiers-monde » sans un « allié » pour défier maintenant un soi-disant tout puissant « premier monde ». Ce fut l'occasion politique pour un néolibéralisme mondial combinant la rhétorique des années quatre-vingt sur la « réduction du rôle de l'État » (Reaganisme, Thatcherisme) avec la thèse de « l'expansion globale » des entreprises multinationales des années soixante-dix de créer la mondialisation idéale comme un monde sans frontières dans lequel les États étaient priés de rester en dehors des affaires économiques. La pratique de cette nouvelle politique a revêtu deux formes principales : dans les pays où les ressources politiques pour organiser la contestation étaient faibles, il y a eu des programmes forcés

d'ajustement structurel. Là où les ressources politiques pour la contestation étaient plus fortes, il y a eu une transformation des partis socio-démocrates en partis néo-libéraux plus souples lorsqu'ils accédèrent au pouvoir. La rhétorique politique de la mondialisation a rendu possible une mise en avant de la menace économique comme si c'était une donnée des sciences sociales: « il n'y a pas d'alternative » – si un pays veut éviter (encore davantage) le déclin économique.

Pour que tout battage soit crédible, il doit inclure des éléments réalistes. S'agissant de la mondialisation, l'acceptation très répandue du terme a trouvé sa source dans une percée technologique, à savoir la combinaison des technologies de communication et d'informatique qui ont rendu possible des contacts instantanés à travers le monde. Cette « élimination de la distance » a eu un impact considérable, d'abord sur les marchés financiers puis plus généralement sur la construction du réseau mondial Internet, générant depuis peu le sentiment universel de vivre dans un « seul monde ». Cette même ampleur des moyens technologiques a été employée par les entreprises dans le cadre de leurs activités mondiales qui sont perçues comme menaçant le futur des nations. Tel est le contexte, à la fois changeant et évoluant, le pont entre battage et réalité à l'intérieur duquel une bonne partie des sciences sociales ont incorporé la mondialisation comme mot-clé. En utilisant ce concept hautement contesté, les chercheurs en sciences sociales se sont généralement divisés en trois groupes: les hyper-mondialistes qui acceptent l'idée que nous vivons dans une nouvelle ère post-étatique globale; les sceptiques qui soutiennent que l'internationalisme exacerbé que nous connaissons actuellement n'est pas différent de ceux des périodes précédentes (par exemple celui qui précéda la première guerre mondiale), et un groupe intermédiaire, quelquefois appelé « transformationnistes » qui pensent que le présent est une période distincte mais ne vont pas jusqu'à éliminer l'État de la matrice sociale (voir Held et al, 1999).

À noter que cette classification consiste dans une seule considération des positions d'un État face à l'agenda mondial. En d'autres termes, de façon générale, les chercheurs en sciences sociales ont été dans ce domaine réactifs et non proactifs. Ils se sont adaptés à cette forme de battage de la mondialisation plutôt que de fixer leur propre agenda social et scientifique, certes plus complexe. Être proactif dans la compréhension des

changements sociaux n'est jamais facile. Le point de départ est l'identification de l'unité de base du changement qu'est le système-monde moderne. Mais ce système par sa nature même est extrêmement dynamique: la réalité est que le changement social dans ses nombreuses manifestations est sans cesse en mouvement. Ainsi à l'intérieur du système, les institutions telles que les États-nations, les grandes sociétés transnationales et les partis politiques seront très différents à un moment donné du temps de ce qu'ils furent, disons trente ans auparavant.

L'énigme pour toute étude sur le changement social est donc de savoir comment distinguer le changement ordinaire survenant à l'intérieur du système où les institutions s'adaptent à des circonstances en changement continu, du changement extraordinaire (ou structurel) qui fragilise le système à un degré tel qu'il change sa nature propre. Est-ce que la globalisation contemporaine marque une période de changement extraordinaire (structurel)? Si oui, quelles sont les caractéristiques décisives qui la rendent si menaçante pour le monde?

Répondre à des questions à ce point décisives exige de tailler dans ce battage en utilisant des concepts théoriquement justes pour lesquels des mesures empiriquement justes peuvent être élaborées.

L'exigence fondamentale pour définir des concepts théoriquement justes est de se centrer sur les processus plutôt que sur les résultats. Par exemple le modèle des trois mondes qui a précédé la mondialisation représente toujours une conceptualisation insatisfaisante parce qu'il équivaut à une représentation du monde tendancieuse et une sorte d'image en coupe de celui-ci, construite par les observateurs du premier monde désignant « autres mondes » ce qui n'est pas eux-mêmes, avec un second monde communiste et un tiers-monde « sous-développé ». La désignation Nord-Sud fut même moins satisfaisante. Au-delà d'une géographie douteuse (la Nouvelle-Zélande au nord et la Mongolie au sud), ces concepts trop larges et inconsistants ont été à peine plus que des indications de localisation, ne fournissant aucune base sensée pour la compréhension du changement macro-social.

Les concepts alternatifs de « pays développés » et de « pays en voie de développement » sont au mieux un palliatif partiel proposant simplement des synonymes pour pays riches et pays pauvres et résultant de processus de systématisation du monde à partir de la double formation d'une

zone centrale et d'une zone périphérique. Parce que ces deux procédés produisent des résultats regroupés géographiquement, les zones centrales et périphériques peuvent être identifiées à travers le monde. Bien qu'en gros correspondant géographiquement à un Nord développé et un Sud en développement, les notions de centre et de périphérie sont fondamentalement différentes du fait qu'elles se réfèrent à des processus relationnels (il ne peut pas y avoir de centre sans périphérie et vice versa); leurs résultats, démontrant une inégalité matérielle au plan mondial, peuvent être expliqués théoriquement. En d'autres termes, nous avons des concepts théoriquement justes qui fournissent une base sérieuse et sensée pour comprendre le changement macro-social.

Les concepts théoriquement justes sont une condition nécessaire mais non suffisante pour des sciences sociales rigoureuses. De tels concepts doivent être continuellement évalués empiriquement. Il y a une présomption d'évidence derrière le savoir des sciences sociales. Malheureusement, la mesure conceptuellement juste du changement macro-social n'est en aucun cas simple et directe. La principale raison en est que ces processus, les mécanismes du changement social, ne peuvent pas être directement mesurés. Ce qui peut être mesuré ce sont les événements et les résultats à une période donnée. Les croisements de telles mesures peuvent être combinés pour montrer les trajectoires du changement mais il est fort peu probable que la mesure quantitative de toute la complexité du changement macro-social soit possible. En d'autres termes, nous mesurons les traits en surface de l'activité sociale, mais nous sommes nous-mêmes incapables d'observer les processus plus profonds qui sous-tendent ces mesures.

Une cause secondaire mais encore importante de difficultés pour élaborer des mesures conceptuellement justes dans les sciences sociales provient du fait que l'État est le premier fournisseur de statistiques. Les informations requises pour étudier le changement macro-social sont réellement très nombreuses et cela signifie que les chercheurs, invariablement, n'ont pas les ressources suffisantes pour générer les données nécessaires. Les États modernes produisent d'énormes quantités de données, mais notre accessibilité à de tels gisements de données est une arme à double tranchant. Les statistiques nationales sont produites pour satisfaire les besoins des États incluant les nécessités administratives et politiques. Il est hautement improbable que ces objectifs coïncideront toujours avec les impéra-

tifs des sciences sociales en termes de mesures empiriquement justes de concepts théoriquement justes.

Le contraste entre les données fournies par les agences d'État et les besoins des chercheurs en sciences sociales en données est particulièrement visible en termes de types de données. Très simplement, la plupart des statistiques officielles sont des données qui portent sur des attributs tandis que la majorité de la recherche demande des données relationnelles. C'est parce que la plupart des besoins d'un État peuvent être satisfaits par la méthode de dénombrement, répondant ainsi à la question « comment, combien, où? ». Les organisations d'*inputs* aux mécanismes de l'État (impôts) comme celles d'*outputs* (distributions) sont généralement basées sur les mesures d'attributs. Ce sont les relations sociales, cependant, qui sont au centre de toute la compréhension des sciences sociales. Cela exige des données qui répondent à la question « quelle différence y a-t-il entre ici et là-bas et pourquoi? ». Bien sûr, les statistiques officielles fournissent bien quelques données relationnelles, par exemple sur les migrations et le commerce. Mais même lorsque de telles données sont disponibles, elles ne sont pas forcément présentées sous une forme appropriée à la recherche sociale.

La principale source de statistiques officielles que les chercheurs en sciences sociales ont utilisée au cours du siècle dernier a été les recensements nationaux, qui constituent l'instance classique de dénombrement produisant des données sur les attributs pour des secteurs déterminés. Mais le recensement élimine le contexte social – le réseau des relations sociales – en produisant une science tout à fait antisociale. Par exemple, les modèles démographiques sont généralement trans-espèces par nature. Un exemple de l'emploi d'un comptage simple pour définir un concept social est celui de « mégapole ». Définies couramment par les agences des Nations Unies comme étant des villes ayant une population supérieure à dix millions d'habitants, le côté arbitraire de ce seuil est visible par le seul fait qu'il a été relevé dans le temps lorsque les villes à travers le monde sont devenues de plus en plus grandes. Les processus qui ont présidé à la formation de très grandes villes comme New York et Tokyo sont très différents de ceux qui ont fait que les villes de Mexico et Mumbai sont de très grandes villes. Des données facilement disponibles peuvent permettre une conceptualisation et un système de mesures paresseux : cela n'exige pas un grand effort de recherche que de lister les mégapoles du monde.

Ce que les sciences sociales requièrent est la création de nouvelles bases de données qui sont spécialement conçues pour séparer les mesures empiriquement exactes des concepts théoriquement justes. Le point-clé est d'arrêter dès le départ un processus et ensuite d'identifier les résultats qui nous renseigneront sur notre compréhension de ce processus. Un processus requiert une agence et par conséquent l'étape suivante est l'identification d'agents, individuel ou collectif (institutions), dont les actions participent au processus. Par exemple, les « villes du monde » sont parfois assimilées aux mégapoles mais cette confusion peut être évitée en définissant les premières comme étant fonctionnellement les nœuds dans un réseau mondial citadin. Ainsi le processus est la formation d'un réseau mondial de villes. Qui sont les principaux agents? Ce sont les opérateurs des services financiers et professionnels qui ont ouvert des bureaux dans des villes à travers le monde pour servir leurs clients privés et gouvernementaux. À partir de ce point de départ, nous pouvons formellement considérer un réseau mondial de villes comme étant un réseau qui se verrouille à trois niveaux: le niveau nodal qui comprend les villes où le réseau est en marche, le réseau du net dans l'économie-monde qui en est le résultat, et un sous réseau du net qui est constitué par les firmes qui sont les agents reliant les villes pour former le réseau.

Cette spécification une fois établie, la collecte de données peut se focaliser sur les agents et les firmes, pour créer des données à la fois quantitatives et qualitatives. À partir des premières données, les modèles de réseau permettent des mesures indirectes de flux entre les villes pour mesurer les relations de réseau. Cela fournit des réponses aux questions telles que: quelles sont les dyades de villes qui sont les plus importantes dans un secteur particulier de l'économie? À partir des données qualitatives ensuite (en interviewant les praticiens à la tête des entreprises) nous pouvons rechercher la prépondérance et la résilience des procédés qui entrent dans la formation des réseaux urbains. Le point-clé est que toute cette mesure et cette conceptualisation dérivent d'une théorisation des sciences sociales sans le moindre recours aux statistiques nationales.

Un des traits fondamentaux du monde moderne a été la séparation progressive du domaine des faits de la sphère des valeurs : ce qui est « vrai » est jugé indépendamment de ce qui est « bon ». Cette première affirmation des structures de la connaissance du monde moderne trouva son expression dans la séparation des sciences naturelles des lettres/sciences humaines à la fois comme disciplines intellectuelles et comme facultés universitaires. En lien avec les processus économiques et politiques, cette scission devint la méthode pour imposer une « discipline » c'est-à-dire, limitant et autorisant la connaissance humaine et ainsi les paramètres culturels d'action au cours des cinq derniers siècles, voire plus. En outre, la poursuite de l'objectivité a été un produit direct de ce divorce des faits d'avec les valeurs et se développa en parallèle aux processus de rationalisation, ou au fait que la rationalité formelle soit privilégiée par rapport à la rationalité matérielle.

Le dilemme qui en résulte tant pour les analystes sociaux que pour les responsables de la planification politique a été clair pendant deux siècles. Toutes les méthodes politiques d'interprétation du changement social dans le monde de l'homme, séparé du monde naturel, lancèrent des appels gênés à des rapports aux valeurs alternatifs et souvent mutuellement exclusifs. *En fin de compte, à partir du milieu du XIX^e siècle, l'esprit objectif, sans jugement de valeur et tendu vers la résolution des problèmes adoptés par les sciences naturelles s'est transmis aux sciences sociales. Ces sciences sociales à leur tour, auront été utilisées pour souligner les politiques sociales cherchant à atteindre un changement ordonné au nom du « progrès » à travers un contrôle scientifique exercé par des « experts » et basé sur de soi-disant faits prouvés, sur la quantification et l'usage à la fois du temps chronologique et de l'espace indifférencié comme des paramètres non analysés de l'analyse sociale objective.*

La période du plus grand succès intellectuel et institutionnel de cette structure fut la période qui suivit immédiatement 1945. Mais à peine cette forme de science sociale avait-elle été institutionnalisée que la légitimité universitaire des prémisses soulignant les cloisonnements séparant les disciplines et l'utilité pratique des distinctions commença à sembler de moins en moins évidente. Après 1968, elles étaient ouvertement en concurrence.

À partir de 1960, le travail sur divers champs des sciences sociales et humaines, se retrouvant ensemble sous la rubrique des « études culturelles », ouvrit une voie pour développer une science humaine non réductionniste et non-positiviste, qui se trouva autant en compétition à la fois avec les couples antinomiques faits/valeurs et sujets/objets qu'avec toutes les catégories essentialistes. Au cours de la même période, ont émergé des études de la complexité dans les sciences naturelles, mettant un accent particulier sur la contingence, la contextualisation et sur l'irréversibilité du temps niant l'objectivité comme propriété du monde extérieur. De ce fait, elles déplacèrent les sciences de la nature en direction d'une science historicisée se préoccupant de la totalité spatio-temporelle qui comprend à la fois les structures relationnelles de l'interaction humaine et le temps phénoménologique de leur construction et de leur développement. Ces deux nouveaux mouvements de savoir sont la preuve que les processus à long terme de formation d'un savoir structuré en deux cultures qui sont épistémologiquement opposés ont abouti à une impasse.

Aujourd'hui, la préoccupation centrale et première dans l'analyse sociale et politique doit être la prise en compte du fait que non seulement les structures de savoir sont en crise, mais que la totalité des structures à long terme du monde moderne sont dans une phase de transition. Les questions qui se font jour alors sont, d'une part, de savoir quelle sorte de monde nous souhaiterions, dans les limites du possible, créer dans le futur, et d'autre part, qu'est-ce que nous faisons pour le mettre en œuvre au mieux de nos moyens. Dans une telle perspective, le fossé entre faits et valeurs entrave plus qu'il n'aide notre compréhension. *Au lieu d'interpréter les valeurs humaines simplement comme un sujet d'éthique ou de morale individuelle dans la création d'un savoir du monde social ayant autorité, il est plus utile de les concevoir comme partie intégrante d'une science sociale historique dont la mission première à notre époque de transformation systémique, serait d'imaginer et d'évaluer les avenir possibles et les modalités de leur réalisation.* De telles sciences sociales seraient historiques dans le sens où elles prennent en considération les différences que la réalité antérieure a générées au même titre que le fait que le changement est un produit social. Et elles seraient également scientifiques en cela qu'elles entretiennent l'engagement envers une production de savoir de régularités à long terme définitives.

Les acteurs du changement social : les contraintes de structures et les possibilités d'agence

Alors que ce mode d'analyse nous engage à comprendre tant les structures à long terme que les tendances du système historique dans lequel nous vivons, il nous permet aussi d'apprécier la valeur unique du présent et la nécessité d'agir « dans » le moment présent et « pour » le futur. Nous ne pouvons pas encore connaître la forme que le changement va prendre. Un monde relativement plus rationnel est seulement une des éventualités possibles. Cependant, étant donné qu'il s'agit d'une crise structurelle, le changement ne dépend pas de notre action motivée par un recours aux normes pour son lancement. De même, comme le montrent les études de la complexité, la direction du changement sera totalement dépendante de petites fluctuations résultant de toutes nos multiples décisions et actions saturées de valeur. La transformation systémique n'est ni immédiate ni brusque mais dans la langue des sciences de la complexité, elle prend la forme d'une bifurcation survenant dans une période de transition caractérisée par des fluctuations chaotiques. Par définition, une telle période se présente comme un temps de grand désordre. Mais par conséquent, ce futur à moyen terme offre aussi de vastes possibilités, du fait que des systèmes instables présentent un petit nombre de contraintes – ils sont moins à même d'amortir les fluctuations, la définition de la stabilité – et de très petites fluctuations ou de discrètes actions humaines, maintenant à même de s'amplifier massivement, peuvent déterminer et détermineront la direction que toute transformation peut prendre. Ainsi, on peut s'attendre à ce que les pratiques créatrices comprises dans l'élaboration d'un monde nouveau disposent d'une latitude plus grande et les effets potentiels d'actes même en apparence isolés se multiplieront.

La nécessité et le hasard ne peuvent plus être considérés comme des options s'excluant mutuellement, que ce soit dans la vie ou dans la recherche sociale. Les méthodes qui spécifient (souvent seulement de manière implicite) un modèle et ensuite s'efforcent de prévoir l'impact des interventions conçues pour déplacer de soi-disant unités autonomes vers quelque état idéal ont démontré qu'elles étaient imparfaites et limitées dans leur emploi. Pour parler clair, elles ne marchent absolument pas et le monde

contemporain est rempli d'exemples à cet égard. Beaucoup d'analystes, toutefois, considèrent toujours cela comme le paradigme des sciences sociales. Tout de même, des régularités à grande échelle persistent à travers le temps. De riches descriptions particularistes ou des comptes rendus interprétatifs basés sur une compréhension (Verstehen) des contextes de valeurs locales ou recourant à la « créativité humaine » et à des explications « de libre arbitre » ont également échoué à saisir l'étroite interrelation entre structure et émergence.

Il est désormais clair que l'analyste social doit être conscient(e) qu'il ou elle participe à la réalité qui est étudiée. La première étape est de comprendre que l'impératif moderniste de production de savoir (objectif) en termes de « qui, quoi, quand, où, pourquoi » avec « le point de vue de nulle part » est de moins en moins productif, à la fois en théorie et en pratique, et que nous devons tourner notre attention vers une production du savoir qui considère les questions « pour qui, pour quoi, pour quand, pour où » et « selon le point de vue de qui » comme une partie inséparable du projet analytique et pas simplement comme un sujet des préoccupations de l'analyste social pris individuellement.

Ceci est particulièrement vrai pour l'analyste politique, qu'il travaille pour des agences gouvernementales ou intergouvernementales, des ONG ou des mouvements sociaux. Puisque la définition de « problèmes » représente une fermeture arbitraire (ou peut-être pas si arbitraire que cela) les isolant de l'interaction complexe des multiples processus sociaux dont ils sont les résultats, l'idée que l'on peut simplement intervenir pour les résoudre doit être remplacée par la prise en compte que « l'action » définitive des spécialistes ou de ceux qui sont en position de pouvoir doit être remplacée par une « pratique » de négociation continue, progressive, itérative (pas de « solution miracle»), à la fois insistante et persistante, une redéfinition des codes et des concepts analytiques qui limitent la capacité d'imaginer des futurs possibles. Une telle pratique devrait être la pratique collective d'un sujet social émergent plutôt que celle d'un ou plus individus soi-disant autonomes. Elle serait un sujet en accord avec les valeurs et les différences plutôt qu'avec l'objectivité, la stabilité et la causalité linéaire. Ce serait des chercheurs en sciences sociales employant une stratégie analytique qui évite la réification et connaît les pièges du réductionnisme et du dualisme. *À la fois le marché des idées cher à John Stuart Mill et la combinai-*

son entre liberté et raison que C. Wright Mills a conçues comme forme de persuasion sont trop souvent traduites de nos jours sous un angle de pluralisme, aveugle aux relations de puissance et de privilège. Ces termes ne semblent plus exprimer de façon adéquate l'impératif éthique pour le chercheur en sciences sociales devant participer activement à l'élaboration d'un monde nouveau.

3. Imaginer le futur : les opportunités globales

3.1

La politique sociale de qui ? Qui fixe les priorités ?

Les décisions politiques relatives aux politiques sociales sont rarement le résultat direct de la recherche en sciences sociales. Elles sont plus généralement le résultat de pressions conflictuelles entre les acteurs sociaux – entrepreneurs, organisations ouvrières, autorités religieuses, groupes d'intérêts particuliers, médias. Il est certain que quelquefois des chercheurs en sciences sociales de grand renom influencent ou conseillent l'un ou l'autre des responsables politiques. Mais même dans ce cas, c'est moins les résultats de leur recherche spécifique que leurs orientations générales qui sont évoquées. Bien sûr, il y a des chercheurs en sciences sociales qui occasionnellement entrent dans l'arène politique, allant parfois jusqu'à répudier leur propres travaux antérieurs. D'autre part, on dit que les sciences sociales ont joué un rôle fondamental dans l'élaboration d'une base diffuse pour les thèmes dominant et les hypothèses de travail sur lesquelles la politique sociale est mise en œuvre. Une influence majeure sur les hommes politiques revient à leur éducation initiale au cours de laquelle ils ont pu assimiler des connaissances en matière de sciences sociales et les ont transformées en suppositions qui ne se sont pas vérifiées par la suite. Une autre influence résulte de la manière dont les médias adoptent et relaient ces thèmes et ces hypothèses, non sans ignorance ou élargissant largement

l'influence d'argumentations sociales particulières. Enfin une troisième influence est que dans un monde en évolution rapide, les responsables politiques ressentent souvent le besoin de proclamer des idées nouvelles et courent le risque de suivre hâtivement la mode ou de choisir le battage contre lequel nous les avons mis en garde.

Y a-t-il des voies dans lesquelles les chercheurs en sciences sociales peuvent aujourd'hui avoir un impact plus valable sur la politique sociale, soit celle des gouvernements soit celle des mouvements sociaux? Et qui fixera les priorités? La recherche en sciences sociales ne coûte pas chère, comparée aux coûts de la recherche dans les sciences physiques, biologiques ou médicales. Cela la protège en partie d'un contrôle trop direct de la part de ceux qui ont le pouvoir. Néanmoins, les sciences sociales en majorité requièrent des ressources qui doivent bien être fournies par quelqu'un – gouvernement, agences intergouvernementales, fondations, universités, ONG, mouvements sociaux. Et chacun des mécènes ou donateurs potentiels considérera l'utilité de la recherche par rapport à ses propres objectifs, qui peuvent ne pas nécessairement coïncider avec ceux des chercheurs.

Nous en revenons au point du débat esquissé entre Weber et Gramsci – le scientifique social en tant qu'expert sans passion face au scientifique social en tant qu'analyste engagé. Nous pouvons voir de nos jours que l'implication du (ou de la) chercheur(se) en sciences sociales dans toute élaboration d'une politique nécessite une réflexivité constante sur sa propre position et une compréhension à long terme de la source et de l'impact des analyses présentées. Les choix moraux du spécialiste ne peuvent jamais être en conséquence écartés et surtout pas dans une période de transformation sociale fondamentale. *La question pour le chercheur en sciences sociales ne porte pas sur quel choix moral il ou elle fera, mais comment, au cours du processus, maintenir l'intégrité de l'analyse intellectuelle sur lequel elle est basée.*

3.2

Les possibilités d'élaboration d'une politique

Ces choix et ces dilemmes deviennent plus évidents à mesure que nous affrontons l'émergence de l'élaboration d'une politique sociale vigoureuse, contestable et mondiale. C'est un renversement significatif par rapport à un siècle précédent où l'accent avait été mis sur le développement national, les

sciences sociales nationales et la politique sociale nationale. Des acteurs sociaux qui imposaient l'inscription de dossiers politiques dans nos ordres du jour aux institutions qui faisaient les sciences sociales et la politique sociale, l'élaboration d'une politique sociale, dans notre transition vers un nouveau système-monde, sera désormais centrée de plus en plus et de façon consciente sur des processus sociaux globaux et les inégalités. Cela constitue une rupture radicale avec le passé et nous libère de toute confrontation pour envisager les grandes opportunités à venir.

Depuis les années soixante-dix surtout, nous sommes témoins de la contraction de l'État activiste et libéral. Les États centraux du Nord ont progressivement retiré, ou du moins réduit, leurs promesses libérales et leur ingénierie sociale tandis que pratiquement partout en Amérique latine, en Afrique et en Asie, un recul forcé de la planification du développement est intervenu. Le déclin des puissants mouvements des travailleurs, socialistes et nationalistes, de la moitié du vingtième siècle a facilité la transition vers une période néolibérale.

Ces autres mouvements qui rompaient avec la suffisance libérale pendant les événements mondiaux de 1968 – en dépit de leurs succès à dénoncer les inégalités historiques en matière de races, genres et environnement – n'ont pas réussi à arrêter la tendance. En fait leurs attaques contre les États et les mouvements corrompus ont souvent contribué à généraliser l'illégitimité des actions sociales de politiciens au-dedans et en dehors des États. Cela a affecté également les structures du savoir sur lesquelles reposait la politique sociale antérieure. La promotion agressive de politiques d'ajustement structurel, en particulier la privatisation de l'éducation nationale et des programmes de santé, a sapé directement les sciences sociales libérales et la politique sociale dans les zones centrales et les a vidées de tout contenu ailleurs.

Les savants et les personnages officiels des États le savent très bien, alors que l'inégalité globale croissante a été même dépassée par la polarisation des ressources pour l'éducation supérieure et la capacité à promouvoir la politique sociale. En fait les inégalités dans l'obtention des ressources par les chercheurs en sciences sociales par races et genres, et notamment par régions dans le système-monde, sont peut-être plus grandes maintenant qu'en 1968. Parmi les phénomènes qui témoignent de ce processus, on peut noter en particulier que le monde entier dépend du fait que les

lieux de décisions de politique sociale et les institutions d'enseignement supérieur se trouvent dans les zones centrales au point que les intellectuels périphériques y migrent souvent.

Il serait tentant de dresser à partir de ces observations de sombres scénarios sur le futur. Pourtant nous croyons que c'est précisément parce que les contraintes structurelles imposées par la stabilité précédente de l'ordre d'après-guerre (incluant la stabilité des sciences sociales et des institutions politiques) ont été sérieusement endommagées que des opportunités remarquables sont en train d'émerger. Les problèmes globaux exigent des politiques sociales globales et nous sommes entrés dans une ère où il ne s'agit pas seulement d'une revendication visible sinon d'un projet prévisible et faisable. Cette revendication est visible étant donné l'illégitimité largement répandue de la politique néolibérale insensée qui est apparue dans le sillage des révoltes de 1968, les bouleversements économiques des années 1970 et les chaos croissants de l'économie-monde du *xxi*^e siècle. Ce projet est prévisible et faisable étant donné la quête qui s'étend de même partout pour des politiques nouvelles et globales à la fois de la part des acteurs les plus puissants dans le monde et des mouvements sociaux mondiaux.

En réalité la nature même des acteurs actuels et les sujets politiques montrent un changement radical par rapport aux modèles du vingtième siècle. D'un côté, la reconnaissance des fondations globales des inégalités sociales et de l'instabilité a accéléré le nombre et la puissance des institutions supranationales directement concernées par la politique sociale. Le vocabulaire de l'ajustement structurel a nécessairement cédé la place par exemple au vocabulaire de la réduction de la pauvreté, du développement durable et de la diversité. C'est évident non seulement dans le domaine des services sociaux tels que la santé, l'éducation et l'environnement, mais cela aussi se vérifie dans le secteur autrement plus puissant de la politique économique, comme dans l'affirmation entourant les problèmes et les institutions du commerce (OMC, diverses zones de libre échange) et de la finance (FMI, Banque mondiale, banques régionales, PNUD). L'explosion des ONG reliées en réseau international a été d'autant plus notable qu'elles existent à la fois au-dessus et en dessous des États et sont profondément impliquées dans l'élaboration de la politique sociale et la production de savoir. À la différence des États-nations et des organisations

internationales de l'immédiate période d'après-guerre qui coordonnaient les politiques nationales, ces acteurs visent des résultats mondiaux et agissent de façon transnationale.

Cela n'est pas moins vrai pour les acteurs d'en bas, pour lesquels il y a eu une transition claire entre des mouvements enfermés dans les États vers des mouvements à orientation mondiale. Des signes précurseurs se sont manifestés lorsque les principaux groupes impliqués dans les événements de 1968 luttèrent pour coordonner à travers le monde les activités de ces mouvements et gérer leurs tensions internes, comme on a pu le voir dans les agendas et les événements entourant les conférences mondiales des femmes à Nairobi (1985) et Beijing (1995), les rencontres successives sur l'environnement, et la conférence mondiale sur le racisme de Durban (2001). Plus notable encore sont les nouveaux modèles de mouvements lancés dans le cadre du mouvement altermondialiste, depuis le mouvement Zapatiste se levant dans le Chiapas en 1994 jusqu'aux protestations de Seattle contre l'OMC en 1999 et aux rencontres, commencées en 2001, du Forum social mondial. Même les mouvements de défense de la terre ou des droits des peuples autochtones, par exemple, sont inexorablement en train de s'organiser sur une échelle transnationale et mondiale.

Ces collaborations sont la preuve de la poussée continue pour surpasser les dilemmes posés par les mouvements passés : comment poursuivre l'émancipation sans assimiler la liberté et l'égalité à la prise du pouvoir d'État. Elles marquent aussi depuis 1968 deux formidables avancées ultérieures : la reconnaissance (1) que les inégalités de races, de genres, ethniques et de classes sont structurées et soutenues par la division mondiale du travail, exigeant en retour une coopération active entre les zones centrales et périphériques et (2) que la demande de liberté et d'égalité entraîne un front d'attaque selon des processus autant mondiaux que nationaux.

Ce ne sont pas des idées abstraites mais elles ont enracinées dans les luttes très concrètes sur le monde à venir. Tandis que les États et les acteurs les plus puissants du monde cherchent à réduire au statut de marchandises les derniers bastions de l'humanité (incluant maintenant le corps, l'eau, la terre, les ressources naturelles, et tous les produits intellectuels), les mouvements altermondialistes ont cherché non seulement à défendre ces biens de la « privatisation » mais à aller plus loin et à chercher à les démarchandiser. C'est évident à travers tous les mouvements qu'ils soient

ceux de la terre, des indigènes ou environnementaux comme ceux relatifs aux luttes pour les droits de propriété intellectuelle, les droits humains et les migrations.

Comme le suggèrent ces exemples, la lutte entre ces nouveaux et puissants acteurs mondiaux et les mouvements locaux et nationaux orientés vers la mondialisation est en train de transformer les résultats et les objets de la politique sociale. Ce n'est pas seulement le fait que la politique sociale soit plus ouvertement l'objet de débats, étant donné le déclin de l'État libéral et les efforts pour contenir les politiques néolibérales. C'est aussi le fait que comme ces luttes l'indiquent, les sciences sociales rigoureuses dont nous avons besoin doivent très directement prendre en compte les racines globales des problèmes sociaux alors même que nous avançons, au milieu de beaucoup d'incertitudes, vers un nouveau système-monde post-libéral.

4. Bibliographie

- Allen, Kieran (2004). *Max Weber: A Critical Introduction*. London-New York: Pluto Press.
- Baier, Horst et al., hrsg. (1998). *Max Weber B Gesamtausgabe*. Vol. 8: *Wirtschaft, Staat und Sozialpolitik. Schriften und Reden 1900 B 1912. Einleitung*. Tübingen: J.C.B. Mohr.
- Gramsci, Antonio (1957), "The Formation of Intellectuals", in *The Modern Prince, and Other Writings*, New York, International Publishers.
- Held, David et al. (1999). *Global Transformations*. Cambridge, UK: Polity Press.
- Weber, Max (1948). *The Methodology of the Social Sciences*. New York: Free Press,
- Weber, Max (1949). "Science as a Vocation", in *From Max Weber: Essays in Sociology*, New York: Free Press.

Documents

Politiques sociales

1. *À la recherche de nouvelles stratégies de développement; enjeux du Sommet social.* Ignacy Sachs, 1995.
2. *De l'exclusion sociale à la cohésion sociale.* Sophie Bessis, 1995.
3. *Cybernetics of Global Change: Human Dimensions and Managing of Complexity.* M. Mesarovic, D. McGinnis and D. West, 1996. (en anglais seulement)
4. *Multiculturalisme: nouvelles réponses de politiques publiques à la diversité.* Christine Inglis, 1996.
5. *Démocratie et citoyenneté dans la ville du XXI^e siècle.* Céline Sachs-Jeantet, 1997.
6. *Sustainability: A Cross-Disciplinary Concept for Social Transformations.* Egon Becker, Thomas Jahn, Immanuel Stiess and Peter Wehling, 1997. (Disponible en anglais seulement)
7. *Nouvelles configurations villes-campagnes,* Ricardo Abramovay and Ignacy Sachs, 1999.
8. *Lutte contre la pauvreté urbaine: un cadre général pour l'action.* Denis Merklen, 2001.
9. *Domestic Democracy and International Democracy: Deficits.* David Steele, 2002. (Disponible en anglais seulement)
10. *Migration de la main-d'œuvre rurale en Chine : défis pour les politiques,* Zhan Shaohua, 2005.
11. *L'intercommunalité: CODENOBA, une réussite argentine,* Nicole Maurice and Clara Braun, 2005.
12. *Politiques contre la pauvreté et citoyenneté: le cas de "Chile Solidario",* Julieta Palma et Raúl Urzúa, 2005.
13. *Les drogues et les droits humains des paysans et des autochtones: le cas du Pérou,* Carolina Navarrete-Frías et Francisco E. Thoumi, 2005.



14. *Les drogues et les droits humains des paysans et des autochtones: le cas de la Bolivie*, Carolina Navarrete-Frías et Francisco E. Thoumi, 2005.
15. *Les drogues et les droits humains des paysans et des autochtones : le cas de la Colombie*, Carolina Navarrete-Frías et Francisco E. Thoumi, 2005.

Hors série. *Participation publique dans le développement social durable des villes*. György Enyedi, 2004.

Hors série. *Sciences sociales et politique sociale : Des dilemmes nationaux aux opportunités mondiales*, Richard E. Lee, William J. Martin, Heinz R. Sonntag, Peter J. Taylor, Immanuel Wallerstein et Michael Wiewiorka, 2005.

Les documents sont disponibles sur le site Web MOST:
www.unesco.org/shs/most

Gestion des Transformations Sociales (MOST)

Priorité aux politiques

Tout en continuant à promouvoir la recherche internationale, comparative et politique sur les transformations sociales contemporaines, MOST fait désormais de l'interface entre l'élaboration des politiques et la recherche en sciences sociales sa principale raison d'être. Le programme est axé sur la viabilité des transformations sociales, d'où la nécessité de mener une action sur les plans normatif, analytique et stratégique/politique. Les efforts doivent se concentrer sur la recherche qui peut être appliquée directement par les décideurs et les groupes de sensibilisation.

L'axe d'action prioritaire de MOST consiste donc à établir et relier entre eux des réseaux internationaux d'action publique et de chercheurs renommés afin de mettre la recherche en sciences sociales au service de politiques concrètes. Cela implique un rapprochement entre le monde de la recherche fondamentale et les responsables politiques au sein des gouvernements, les institutions, les ONG, la société civile, le secteur privé et l'UNESCO même.

Le programme MOST mesure plus précisément l'impact de la recherche sur la politique, dirige des études de cas sur ce thème, transmet un savoir-faire dans les initiatives de développement et permet d'échanger des informations sur l'élaboration de politiques fondées sur la recherche.

Instruments à l'usage des décideurs

Les Documents politiques consacrés aux transformations sociales et basés sur les conclusions d'analyses politiques provenant des travaux de MOST et d'autres sections du Secteur des Sciences Sociales et Humaines (SHS) s'adressent aux responsables politiques, aux groupes de défense des intérêts, et au monde des affaires et des médias.

SHS cherche de nouveaux moyens de diffuser des informations pertinentes à des groupes cibles tels que les ministres du développement social, les médiateurs, les groupes de défense d'intérêts, les Commissions nationales pour l'UNESCO et les autorités locales. Aussi un nouveau site Web a-t-il été préparé pour la gestion des savoirs en ligne et le travail en meta-réseau pour la stratégie et la prise de décision. Cette «banque de connaissances» utilisera des outils innovateurs et sophistiqués pour faciliter l'accès aux données de recherche innombrables et fort complexes.